

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3, rue Paul GUITON, 74000 Annecy

Annecy, le 14 mai 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15 avril 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SUEZ RV CENTRE EST**  
Universaône  
18 rue Félix Mangini, 69009 Lyon

Références : 20260415-RAP-POISY-SUEZ-InspectionPointsChauds  
Code AIOT : 0006110135

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 avril 2026 dans l'établissement SUEZ RV CENTRE EST implanté Parc de Calvi, 450 rue de l'artisanat 74330 Poisy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- |  |                              |
|--|------------------------------|
| • SUEZ RV CENTRE EST                               | • Régime : Autorisation      |
| • Parc de calvi 450 rue de l'artisanat 74330 Poisy | • Statut Seveso : Non Seveso |
| • Code AIOT : 0006110135                           | • IED : Non                  |

La société SUEZ RV Centre Est exploite, sur la commune de Poisy, un centre de tri, transit et regroupement de déchets autorisé et réglementé par un arrêté préfectoral du 12 août 2010 mis à jour le 30 août 2017. Le site occupe une surface totale d'environ 13 200 m<sup>2</sup> répartie de part et d'autre de la rue de l'artisanat et emploie environ 35 personnes.

**Thèmes de l'inspection :** Risque incendie

#### **2) Constats**

**2-1) Introduction** – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. Chaque point de contrôle est associée à une fiche de constat précisant :

- le nom donné au point de contrôle, sa référence réglementaire et la prescription contrôlée ;
- le cas échéant, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat de l'inspection des installations classées et ses observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites à Madame la Préfète ;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée » : après analyse approfondie a posteriori, une modification de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats** – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Fiches de constats ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	travaux par points chauds : locaux à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
2	Travaux par points chauds : consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
4	Travaux : permis de feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
5	Travaux : sous-traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
6	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
7	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
8	situation administrative : projet de modification des activités	Arrêté Ministériel du 30/08/2017, article 1.8

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats** - Au vu des constats établis lors de l'inspection du 15 avril 2026, aucune anomalie n'est à relever sur la thématique travail par points chauds. L'organisation et la sensibilisation du personnel comme des prestataires externes répondent aux exigences réglementaires contrôlées.

Par ailleurs, pour ne pas retarder l'activité de broyage de câbles, il est nécessaire que l'exploitant nous transmette dès que possible un dossier de Porter à connaissance afin de pouvoir examiner le projet et, le cas échéant, engager la procédure nécessaire à son encadrement réglementaire.

#### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : travaux par points chauds : locaux à risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème :</b> Risques accidentels, locaux à risque
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.
<b>Constats :</b> Les zones pouvant présenter un risque incendie ou explosion sont mentionnées sur le plan inclus dans le plan de défense incendie (accessible et communiqué aux pompiers) avec les pictogrammes de dangers associés à chaque zone de danger. Le plan de défense incendie reprend

également les consignes incendie du site et les actions réflexes. Des consignes sont présentes dans les zones pouvant présenter des risques spécifiques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Travaux par points chauds : consignes d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème :** Risques accidentels, Consignes d'exploitation

**Prescription contrôlée :** L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]

Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :

[...] l'obligation du « permis d'intervention » prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation.

**Constats :** Aucune intervention par point chaud n'est autorisée à être exécutée par du personnel de l'exploitant. Les travaux par point chaud sont sous-traités à des prestataires et font l'objet d'une demande de permis feu lors de la réalisation des travaux.

Dans les zones fréquentées par le personnel, des consignes en cas d'incendie sont affichées et des fiches de mission par poste en cas d'incendie sont établies afin de définir le rôle de chacun.

Un exemple de permis de feu délivré le 26 février 2026 a pu être consulté. Ce dernier est signé par l'exploitant et par la société intervenante.

Ce permis de feu consistait en des opérations de découpe au chalumeau et de soudure pour la réparation d'une pelle stabilisatrice. Un ensemble de mesures de prévention ont été prises telles que balayer la zone d'intervention et ses abords avant les travaux, avoir à disposition un RIA à proximité, présence d'un surveillant durant toute l'opération, maintenir une surveillance pendant 2 heures après la fin des travaux...Le responsable du site s'assure que l'ensemble des consignes sont suivies par les prestataires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème :** Risques accidentels, Interdiction d'apporter du feu

**Prescription contrôlée :** L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63.

**Constats :** Il est interdit de fumer et d'apporter une flamme sur l'intégralité du site du centre de tri. Des pictogrammes « interdiction de fumer » et « interdiction d'apporter une flamme nue » sont affichés en gros sur le plan d'entrée de site ainsi qu'au milieu du site, en face du comptoir à métaux (lieu de présence de particuliers et professionnels). Ces éléments sont spécifiquement rappelés au niveau de la zone de stockage de GNR au vu risque associé.

Cette interdiction est également notifiée dans les plans de prévention dont font l'objet les entreprises intervenant sur le site.

**Type de suites proposées :** Sans suite



#### N° 4 : Travaux : permis de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Travaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li><li>• l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li></ul> [...] Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.
<b>Constats :</b> Le site met en place des plans de prévention pour toutes les activités dangereuses opérées par une entreprise extérieure sur le site du centre de tri ainsi que des permis de feu pour les opérations de travail par point chaud.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Travaux : sous-traitance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Travaux : sous-traitance
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...] <ul style="list-style-type: none"><li>• lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un plan de prévention établi en application des articles R.4512-6 à 12 du code du travail et qui répond à l'article 63 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.  Une analyse de risque avec définition des tâches, des risques et des mesures de prévention est réalisée dans le cadre du plan de prévention pour toute opération sur le site.  Le plan de prévention mentionne les consignes générales à appliquer en cas d'accident ou d'incident et les moyens de secours. Des consignes spécifiques ou fiches réflexes sont jointes en annexe du Plan de prévention en fonction des activités concernées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
<p><b>Constats :</b> Les travaux par point chaud et toutes les activités dangereuses font l'objet d'un plan de prévention qui encadre l'entreprise extérieure.</p> <p>L'exploitant s'assure que le personnel des entreprises extérieures, reçoit une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'il doit s'en servir, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Ces mesures sont encadrées par un document intitulé « Permis de feu », signés par l'exploitant et le prestataire.</p> <p>Dans le plan de prévention, un onglet est dédié au sous-traitant afin qu'il participe à l'analyse des risques et qu'il prenne connaissance de l'ensemble des données mentionnées. Le sous-traitant qui exécute des travaux est signataire du permis de feu.</p> <p>Le personnel du site est formé pour être « équipier de première intervention » comprenant la manipulation des moyens d'extinction et de secours sur le site. Des exercices sont réalisés au moins une fois par an, lors d'opérations internes nommées « Cessez le feu ».</p> <p>Des fiches réflexe incendie destinées aux opérateurs du site, susceptibles d'intervenir en cas d'incendie ont été présentées par l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Surveillance fin de travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Surveillance fin de travaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.
<p><b>Constats :</b> Le permis de feu contient un onglet à renseigner sur les contrôles de surveillance à la fin des travaux, 1/4 d'heure après les travaux et 2 h après les travaux. Ces étapes sont renseignées dans le documents et permettent de clôturer le permis de feu délivré par l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : situation administrative : projet de modification des activités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 30/08/2017, article 1.8
<b>Thème :</b> Situation administrative, Modification des activités
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale conformément aux dispositions de l'article R. 516-1 du code de l'environnement. Le nouvel exploitant adresse au préfet la demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexés les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières. Cette demande intervient dans un délai minimum de trois mois avant le changement prévu.</p>
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son projet qui consiste à développer un procédé de broyage de déchets des câbles électriques qu'il collecte déjà. Il souhaite désormais

séparer les différentes fractions de déchets valorisables qui composent ces câbles afin d'optimiser leur valorisation. Les câbles seront broyés pour extraire du cuivre, du plastique et des métaux ferreux.

Cette activité relève de la rubrique 2791-1 sous le régime de la déclaration, la capacité prévue étant de 8 tonnes par jour. Actuellement, le site est autorisé à exercer les activités de broyage de déchets bois et le cisailage de déchets métalliques, visées par la rubrique 2791, pour une capacité totale autorisée de 52t/j, sous le régime de l'autorisation.

D'après la présentation du projet par l'exploitant, cette activité serait contenue dans le périmètre ICPE déjà autorisé et il proposerait une répartition des tonnages entre le bois, les déchets métalliques et les câbles électriques afin de respecter le seuil précité.

Pour limiter les impacts, le projet prévoit de placer le broyeur à l'intérieur d'un bâtiment et de mettre en place un système de captation et de traitement des effluents atmosphériques.

L'exploitant souhaiterait mettre en place cette activité de broyage de câbles métalliques, à compter de l'été 2026.

Dans ces conditions, il est nécessaire que l'exploitant nous transmette dès que possible un dossier de Porter à connaissance, afin de pouvoir examiner le projet et, le cas échéant, engager la procédure nécessaire à son encadrement réglementaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite